

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les files d'attente au Venezuela sans jamais oser le demander

Thierry DERONNE, Luis SALAS RODRIGUEZ

7 février
2015



La file d'attente comme cliché médiatique du Venezuela voudrait nous convaincre, au cas où nous ne l'aurions pas compris, que le socialisme ne marche pas. Pourtant, comme *la lettre volée* d'Edgar Allan Poe, cette image n'attend qu'à être "découverte" par qui voudrait faire le métier d'informer. Certes, face aux actionnaires qui préfèrent les reflets de la caverne de Platon aux *Histoires extraordinaires*, on imagine mal le journaliste occidental renonçant à la vulgate et retrouvant la passion de l'enquêteur Dupin.

En attendant ce jour...

Tout a commencé dans les années 50 : pétrole, explosion urbaine, Rockefeller et Cisneros inventent la culture de masse vénézuélienne, le "*j'achète donc je suis*" qui pendant des décennies fera de Miami la référence culturelle principale pour les 20 % de classe moyenne, « la bourgeoisie plus bête du monde », immortalisée par le documentaire [Mayami Nuestro](#) de Carlos Oteyza (1).

Un rêve pour les 80% de pauvres exclus du système, qui fit écrire à un cycliste du nom d'Ernesto Guevara, passant par-là dans les années 50, que de tous les pays visités, celui-ci était « *le plus aliéné par l'American way of life* ». Comme le dit aujourd'hui une compagne de lutte : le jour où le vénézuélien, en voyant les lettres C.C. ne pensera plus « *Centre Commercial* » mais « *Conseil Communal* », la révolution aura fait un pas de géant.

Pour beaucoup, le socialisme des quinze dernières années, avec ses hausses de salaire, ses subventions des aliments de base, son droit concret de manger trois fois par jour, sa gratuité de la santé et de l'université, est autant qu'une adhésion idéologique, la possibilité de se hisser au statut jusque-là réservé aux *happy few*. La guerre économique recycle et travaille cette fibre bien vivante. En 2015 l'hégémonie culturelle au Venezuela reste télévisuelle, celle de Venevision ou Televen, celle du plaisir individualiste de consommer, de l'ascension sociale, avec gymnases, aerobics, cheveux lissés, courbes de silicone, photos du diplômé en cape et toque, et antenne de Direct TV. Même les politiques de communication des médias bolivariens peinent à se libérer de cet imaginaire du produit et de la consommation opposé à l'imaginaire de la production, du travail, du monde social du travail. On a vu des files d'attente se former non pour du shampoing mais pour une marque de shampoing. Il aura suffi, au début de janvier 2015, d'une fausse rumeur propagée par la droite sur les réseaux sociaux évoquant l'imminence d'une grève nationale – qui n'eut jamais lieu – pour que 18 millions de vénézuéliens achètent fébrilement en quatre jours l'équivalent de ce qu'ils auraient consommé en un mois et demi.

Retournons la carte postale de la file d'attente. Ce qui irrite le plus la population, c'est l'artificialité des files : dans de nombreux cas le [stock](#) disponible est plus que suffisant pour permettre une vente fluide. Pas de jour sans qu'on découvre des tonnes d'aliments, médicaments, matériel chirurgical, pneus, carburant cachés dans des entrepôts, des camions parfois munis de plaques colombiennes. Par ailleurs, la moitié au moins des personnes qui font la file ne sont pas des riverains mais des « *bachaqueros* » (fourmis porteuses). C'est le surnom populaire

des milliers de revendeurs et contrebandiers organisés en réseaux et qui se déplacent de commerce en commerce, armés de leurs portables, pour suivre à la trace les produits subventionnés.



Un des milliers de dépôts de carburant en attente d'être transférés en Colombie par les réseaux mafieux

2.000 Km de frontière avec la Colombie, tout au long des États Zulia, Táchira, Apure et Amazonas, servent de passoire depuis des années aux camions-citernes, voitures, avions, bateaux qui vident le Venezuela de 30 à 40 % de ces produits subventionnés. Au Venezuela on remplit un réservoir de 80 litres pour 7,76 Bolivars – c'est l'essence la moins chère du monde – contre 2.100 Bolivars en Colombie. Un kilo de lait en poudre vendu au Venezuela à 70 Bolivars bondit, de l'autre côté de la frontière, à 450 Bolivars. Ce pillage massif et quotidien est devenu un mode de (sur)vie pour la population de 40 municipalités de Colombie, ceux du nord du département de Santander, soit près de 1.320.000 personnes. Le néo-libéralisme colombien a fait du socialisme bolivarien une manne nationale.

Nicolas Maduro explique que les investissements publics de la révolution ont soutenu trois pays. Le premier, celui de la famille vénézuélienne, qui bénéficie aujourd'hui d'une baisse continue du chômage (5,5% en décembre 2014), du niveau de revenus le plus haut en cent ans, et de l'éradication de la faim saluée par la FAO (2). Le deuxième pays est celui de la mafia vénézuélienne qui dévie, stocke, cache et revend à prix d'or les produits subventionnés. Le troisième, c'est l'économie des mafias colombiennes, dont la contrebande d'extraction est freinée aujourd'hui par la surveillance des frontières menée par les forces armées vénézuéliennes.

Des contrôles d'identité menés ces dernières semaines dans les files d'attente ont permis de détecter la présence de centaines de colombiens en séjour illégal, liés aux réseaux paramilitaire implantés depuis dix ans au Venezuela. On les a renvoyés chez eux. Peu à peu le gouvernement accélère les inspections, arrête les propriétaires et gérants de chaînes commerciales vénézuéliennes coupables d'accaparer et de spéculer sur les prix, remet en circulation les marchandises dans les circuits publics (Mercal, Pdval, etc..) pour les vendre au prix juste, et commence ainsi à normaliser, avec l'aide des organisations communales, la distribution et la commercialisation. Cette mobilisation générale permet au président Maduro de rappeler la différence entre un capitalisme qui accapare pour mieux spéculer et le modèle socialiste de distribution pour tous.

Elle est aussi l'occasion de rafraîchir la mémoire historique, et de se souvenir de l'offensive de la bourgeoisie chilienne contre Salvador Allende, sur l'injonction de Nixon : *"il faut faire pleurer l'économie chilienne"*. Les vénézuéliens ne sont pas plus dupes aujourd'hui qu'en 2002 lorsqu'un lock-out pétrolier voulut les monter contre la révolution. L'Empire sous-estime ce peuple et son président Maduro, en les soumettant depuis deux ans à une guerre économique comme phase préparatoire d'un coup d'État. Pas de violences, pas de pillage de magasins, pas de marches populaires comme en rêvait l'extrême droite. Malgré les rumeurs, et malgré les techniques du

goutte à goutte qui consiste à ne faire passer qu'un petit groupe à la fois afin de faire grossir le nombre de personnes dans la rue.

Élargissons le cadre de l'image : l'économie vénézuélienne, le secteur de l'alimentation par exemple, reste à 70 % aux mains d'un secteur privé... qui n'a jamais été un vrai secteur privé. Ses produits sont en grande partie importés grâce au dollar subventionné par l'État, ce qui lui permet de spéculer en revendant avec un bénéfice de 200 à 2000 %. Alors que le pouvoir d'achat populaire a fortement augmenté avec la révolution, l'appareil productif privé n'a pas augmenté ses investissements, bien au contraire. La file d'attente est donc l'image de de la faillite d'un capitalisme historiquement incapable d'assumer la production et la distribution nationale. En s'engouffrant dans cette faille, la guerre économique met le gouvernement bolivarien au pied du mur. Le défi est immense. Nicolas Maduro sait que le projet socialiste serait impossible à long terme sans une politique volontariste qui permette le saut structurel vers un puissant appareil productif national, et sans la transformation en profondeur d'un État encore affaibli par le rentisme pétrolier et sa contagion mafieuse.

L'économiste vénézuélien Luis Salas Rodríguez trace la perspective de cette transformation.

Thierry Deronne, Caracas le 7 février 2015

Dépasser un modèle failli, tâche historique du chavisme.

Par Luis Salas Rodriguez

Traduction : Jean-Marc del Percio



L'économiste Luis Salas Rodríguez

« Ils ont d'abord détruit le pays. Ce sont les mêmes qui prennent aujourd'hui la parole pour nous donner des conseils »

Hugo Chavez

Au Venezuela nous assistons incontestablement à l'échec d'un modèle. Tant sur le plan économique, que sociétal : celui d'un capitalisme dépendant ; du développement inégal, assorti d'un contraste marqué, entre une minorité extraordinairement opulente, une classe moyenne également minoritaire, mais toutefois intégrée, dans la

mesure où elle s'avère utile à la première, et une majorité exclue quant à elle du rentisme, du consumérisme, de la démocratie au sens où l'entend celle-là, captant dans le meilleur des cas, les retombées de l'ensemble.

Fedecámaras (la fédération des chambres de commerce et de production du Venezuela) et le capital transnational des secteurs pétrolier et commercial en endossent la paternité. La date de naissance de ce modèle : le 18 octobre 1945. C'est-à-dire au moment où la fraction spéculative, usuraire et parasitaire de la bourgeoisie (pour reprendre la caractérisation que l'on doit à Medina, Pietri, Egana et compagnie, héritiers idéologiques d'Alberto Adriani) en collusion avec les secteurs les plus durs des forces armées firent capoter le seul projet à peu près sérieux d'industrialisation, qu'une aile ultra minoritaire de la bourgeoisie nationale, avait promu.

Le chavisme qui n'est ni un projet exclusivement économique ou social, mais un projet historique global, s'est affirmé en réaction à cet échec. Or, de tous les points de vue -mais surtout sur le plan économique- cette alternative a été couronnée de succès. Ce sont les effets secondaires inhérents à la réussite de ce projet auxquels nous sommes confrontés en ce moment. Ils résultent de la réaction propre à ce vieux modèle. Ceux qui en bénéficiaient, ceux qui en étaient les héritiers ne peuvent accepter leur éviction de la scène de l'histoire. En tant que membres d'un bloc historique hégémonique ayant fait son temps, ils sont prêts à tout sacrifier -exceptés leurs propres privilèges- pour l'éviter.

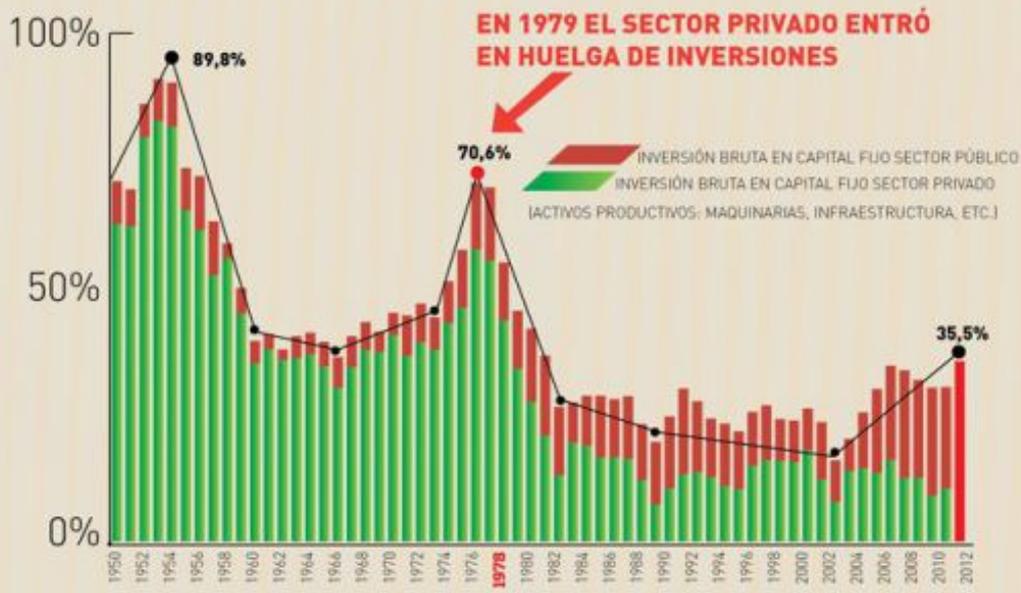
Dans sa tentative de sauver ce qui peut l'être, la réaction de « nos » privilégiés de la rente pétrolière rappelle l'attitude qui sera celle de la noblesse terrienne française durant la période pré-révolutionnaire, malgré les avertissements de ceux qui virent que ses privilèges obscènes, son égoïsme atavique, son sentiment de supériorité illégitime et son nombrilisme invétéré, la mèneraient à sa perte. Non seulement cette noblesse n'a changé en rien son mode de vie, mais elle s'est entêtée à le faire perdurer. Nous savons ce qu'il en advint. La révolution éclata, les masses populaires étant les victimes de la spéculation sur le pain et les céréales.

La faillite du modèle Fedecámaras et la longue grève des investissements du capitalisme vénézuélien.

Retracer l'échec du modèle économique tel que Fedecámaras le concevait et la faillite du pays qui s'ensuivit, est d'autant plus intéressant, si l'on se réfère à ceux qui, tout en étant acteurs de ce système, ont été suffisamment raisonnables pour réaliser ce qu'il se passait.

Tel le banquier de vieille date Miguel Ignacio Purroy, qui a présidé jusqu'à l'an dernier, Bancaribe (la 7ème banque privée du Venezuela) et que nul ne pourra le soupçonner d'être un sympathisant du chavisme, ou d'être un gauchiste. En 1985, dans un entretien intitulé « *Passé, présent et futur de la dette* », partie intégrante d'une étude que l'on doit à la non moins archaïque ANCE, Purroy établissait son diagnostic sur la crise vénézuélienne : « *La crise est advenue, en raison de la grève des investissements du secteur privé depuis 1979. Espérant que cela se traduirait par la création de richesses lui permettant de récupérer les crédits alloués, et de contribuer à une amélioration de la situation de l'emploi, l'État a voulu rompre avec cet état de fait. Mais cela ne s'est pas passé ainsi. Pour la simple raison que la plupart de ces prêts ont été transférés à l'étranger (...)* (La Corporación venezolana de Fomento (Société de Développement du Venezuela) par exemple, a débloqué 15 mille millions de Bolívares et en a seulement récupéré 1500 ».

Le graphique suivant, rend clairement compte de la situation que Purroy dénonce : la longue grève des investissements que l'on doit aux capitalistes créoles, s'exprime par une forte baisse de l'investissement fixe.



En 1979 le secteur privé entame sa grève d'investissements. En vert, les investissements privés. En rouge, les investissements publics. Le rapport entre les deux s'inverse au fil de la révolution bolivarienne.

Les deux tableaux qui suivent mettent en évidence deux des effets les plus pervers que causera cette « grève » : une situation d'inflation et la chute vertigineuse des salaires réels de la population active. (On doit ces études à Asdrubal Baptista, que l'on ne peut soupçonner davantage de chavisme).



MISIÓN
VERDAD

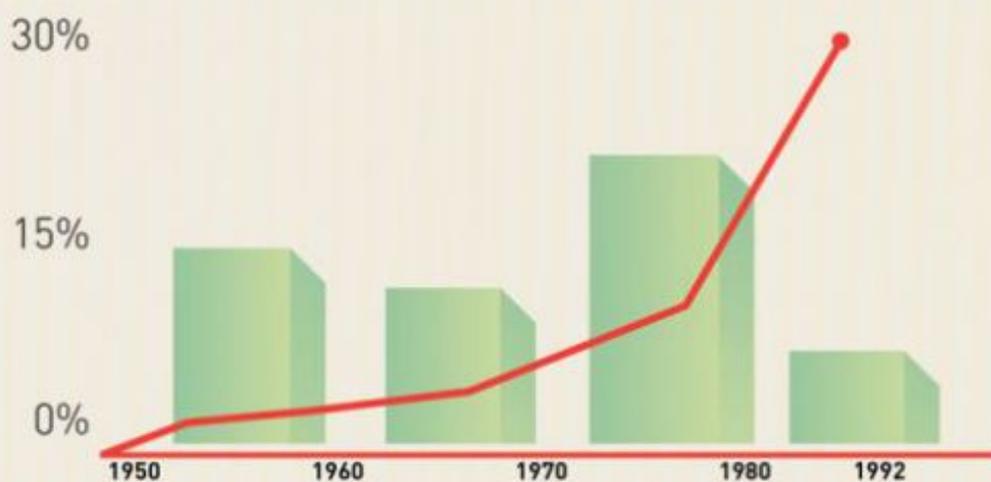
SALARIO REAL ANUAL: VENEZUELA 1950-2008

LA HUELGA DE INVERSIONES PRIVADAS PROVOCÓ UNA CAÍDA VERTIGINOSA DEL SALARIO REAL Y UN AUMENTO IGUALMENTE VERTIGINOSO DE LOS PRECIOS.



EXPRESADO EN MILLONES DE BS. DE 1997

TASA DE INFLACIÓN E INVERSIÓN BRUTA FIJA PRIVADA



TASA DE INVERSIÓN (% DEL PIB)
TASA DE INFLACIÓN (%)

Fuente: Asdrúbal Baptista

Tableau du haut : courbe du salaire annuel réel au Venezuela. La grève des investissements privés à partir de 1979 génère une chute vertigineuse du salaire réel et une augmentation tout aussi vertigineuse des prix. Tableau du bas : comparaison du taux d'inflation (flèche rouge) avec le volume des investissements privés en chute libre à partir de 1979.

Le mythe d'un Venezuela saoudien.

Le Venezuela saoudien du « *tabarato, dame dos!* » (« *C'est pas cher, donne m'en deux!* »), des week-ends à Miami et de la consommation effrénée qui en découle, fut un mythe, quand on sait que seul le secteur privilégié de toujours et des nouveaux parvenus en bénéficia.

Sur les 15 millions de vénézuéliens d'alors, moins de 3 ont eu accès à ce mode de vie des riches et des

célébrités. Cela semble élevé, et c'était en tout cas suffisant pour saturer l'aéroport de La Carlota (Caracas) tous les week-ends, les centres commerciaux de Miami et autres magasins de la 5ème Avenue. Mais cela représentait moins de 20% de la population dans son ensemble.

Que ce grand Venezuela saoudien relève désormais d'un mythe nostalgique on le doit à l'hypocrisie et au cynisme de ses acteurs et bénéficiaires. La part de nostalgie s'explique d'elle-même. Toutefois l'hypocrisie et le cynisme qui contribuent à forger cette image, méritent que l'on s'y attarde : après la privatisation de l'usufruit de cette richesse produite par tous, désormais concentrée entre quelques mains, on a étendu le blâme à l'ensemble des vénézuéliens en affirmant qu'ils étaient tous des rentiers, des gaspilleurs et des corrompus. Dans ce contexte nul n'était censé être coupable, puisqu'à des degrés divers tout le monde en profitait. Il s'agissait du conditionnement psychologique préalable de la population pour la préparer au grand réajustement néo-libéral, qui a imposé à l'ensemble de la population de se serrer la ceinture. Et de payer les pots cassés par Fedecámaras et ses sbires.

Vu sous cet angle, le modèle du grand *Venezuela saoudien* est à prendre avec des pincettes. S'il a existé, ce fut à la manière de l'Arabie saoudite et de Dubaï à l'heure actuelle : un royaume de « princes » et de « princesses » accapareurs de richesses qu'ils ne produisent pas, dont les sujets -qu'ils considèrent comme leurs serviteurs- évoluent dans une grande pauvreté.

Les années 1980/90 qui ont vu la fin du *Venezuela saoudien*, relevaient de l'enfer social. Les exclus de toujours étaient de plus en plus exclus par le néo-libéralisme. Et nombre de ceux qui ne l'étaient pas, ont dégringolé de l'échelle sociale avant de plonger dans la pauvreté. Ce sera le cas de la classe moyenne vénézuélienne qui subira un déclassement brutal et une précarisation à l'image de ses homologues européens contemporains ou des argentins des années 1990.

Par la force des choses, à la fin des années 1990, le Venezuela comptait parmi les pays les plus inégalitaires au monde (30% de la population monopolisaient 61% de la richesse nationale). Et la classe moyenne vénézuélienne qui représentait 50% de la population dans les années 1970, plafonnait à 20% une vingtaine d'années plus tard.

Entre autres conséquences, les universités publiques que les classes populaires fréquentaient majoritairement, perdirent leur caractère, et furent phagocytées par les représentants des classes moyennes qui n'avaient plus les moyens financiers d'accéder aux institutions universitaires privées.

Du Venezuela saoudien, au Venezuela de toutes et de tous.

Au cours de ces douloureuses années, la bureaucratie a popularisé une expression pour spécifier la situation de ces millions de jeunes à qui l'on refusait le droit à l'éducation. On les appelait « population flottante » parce que prise au piège des limbes institutionnels entre le secondaire et l'université.

D'une manière générale, cette expression (« population flottante ») caractérisait également la situation de 80% de ces vénézuéliennes et vénézuéliens qui « flottaient socialement », du fait que les droits auxquels ils pouvaient prétendre – à l'éducation, à la santé, à la sécurité, au travail, à une bonne alimentation, mais aussi aux loisirs et à la culture- leur étaient refusés.

C'est contre cette situation barbare, contre cette situation désespérée subie par la majorité sociale qu'il revint au chavisme de s'insurger. Ce fut « la première tâche », pour le dire avec ce grand ami et allié de Chavez que fut le président argentin Nestor Kirchner.

C'est en ce sens que nous pouvons dire que le chavisme remporta des succès extraordinaires et que ce projet – sans être encore un modèle- atteignit son but. Avant d'influencer plusieurs pays de la région.

Tout cela s'est fait avec le pétrole et sa rente ? Oui. Tout cela se fit sans rompre structurellement avec le système capitaliste ? Oui. Mais cette politique n'en est pas moins héroïque et n'en est pas moins immensément révolutionnaire dans son contenu, même la droite le sait.

sociale vénézuélienne découlant des décennies néo-libérales, était si importante qu'elle a empêché tout déploiement de quelque transformation structurelle que ce soit. L'urgence fut de résorber l'extrême pauvreté. Selon les canons de l'économie dominante, et son cortège d'experts techniques, la pauvreté est tout simplement une donnée économique trouvant sa place dans toute équation mathématique. Par conséquent, elle ne prend ni en compte la corrélation de forces politiques qui explique cet appauvrissement de la majorité de la population, ni la gravité de cette situation sur le plan social. Chavez prit le contre-pied des thèses économiques dominantes. Pour lui pas de futur envisageable sans résoudre d'abord le présent.

« Il fallait jeter immédiatement les bases d'une économie humaniste capable de répondre aux besoins vitaux du peuple vénézuélien. Ainsi, à contre-courant du tsunami néo-libéral, la politique économique de la Révolution Bolivarienne mit un point d'honneur à éradiquer la pauvreté (CEPAL/ Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, ONU) ; à ramener les chiffres du chômage à un niveau plancher sans précédent (5,5 % en décembre 2014) ; à parvenir à l'équité en matière de revenus (PNUD/ Programme des Nations Unies pour le Développement) ; à augmenter le salaire minimum réel ; à éradiquer la faim (FAO/Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). N'en déplaise à certains, tout cela est dû à l'efficacité de l'économie socialiste. Aboutir aussi rapidement à l'assainissement de la dette sociale est le signe d'une politique économique qui utilise efficacement les recettes publiques : plus de 60% du PIB consacrés aux investissements sociaux. Il n'y a pas de magie ni de miracle : la construction de logements, la mise en place d'un service public gratuit dans le domaine de la santé et de l'éducation, cela coûte cher en bolivars et en dollars

« Tout cela a été réalisé grâce à la rente pétrolière ? Oui. Mais non pas parce que cette rente tomba du ciel, se transformant comme par enchantement en missions sociales, en logements, en écoles ou en hôpitaux, mais grâce à la récupération souveraine de ce secteur stratégique et ensuite par la priorité donnée à une politique sociale, contre toute option néo-libérale. La clef de cette réussite a résidé dans le fait que la rente pétrolière a été mise au service d'une économie humaniste. L'usage efficace des recettes publiques permit l'édification d'un État social en lieu et place d'un Etat-providence miniature ».- Alfredo Serrano Mancilla. Révolution productive (3).

Luis Salas Rodriguez

Source : <http://misionverdad.com/la-guerra-en-venezuela/superar-el-modelo-fracasado-i>

Traduction : Jean-Marc del Percio

EN COMPLEMENT

Venezuela : Socialisme et Pénurie. <http://www.legrandsoir.info/venezuela-socialisme-et-penurie.html>

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/02/07/tout-ce-que-vous-avez-...>

Notes :

(1) Voir le documentaire *Mayami Nuestro* : <https://www.youtube.com/watch?v=1SCbDgB4lfc>

(2) « La Fao considère que le problème de la faim est pratiquement éliminé au Venezuela », <https://venezuelainfos.wordpress.com/2013/04/13/la-fao-considere-que-l-...>

(3) « La revolución productiva », <http://www.pagina12.com.ar/diario/suplementos/cash/17-7687-2014-05-25.html>